

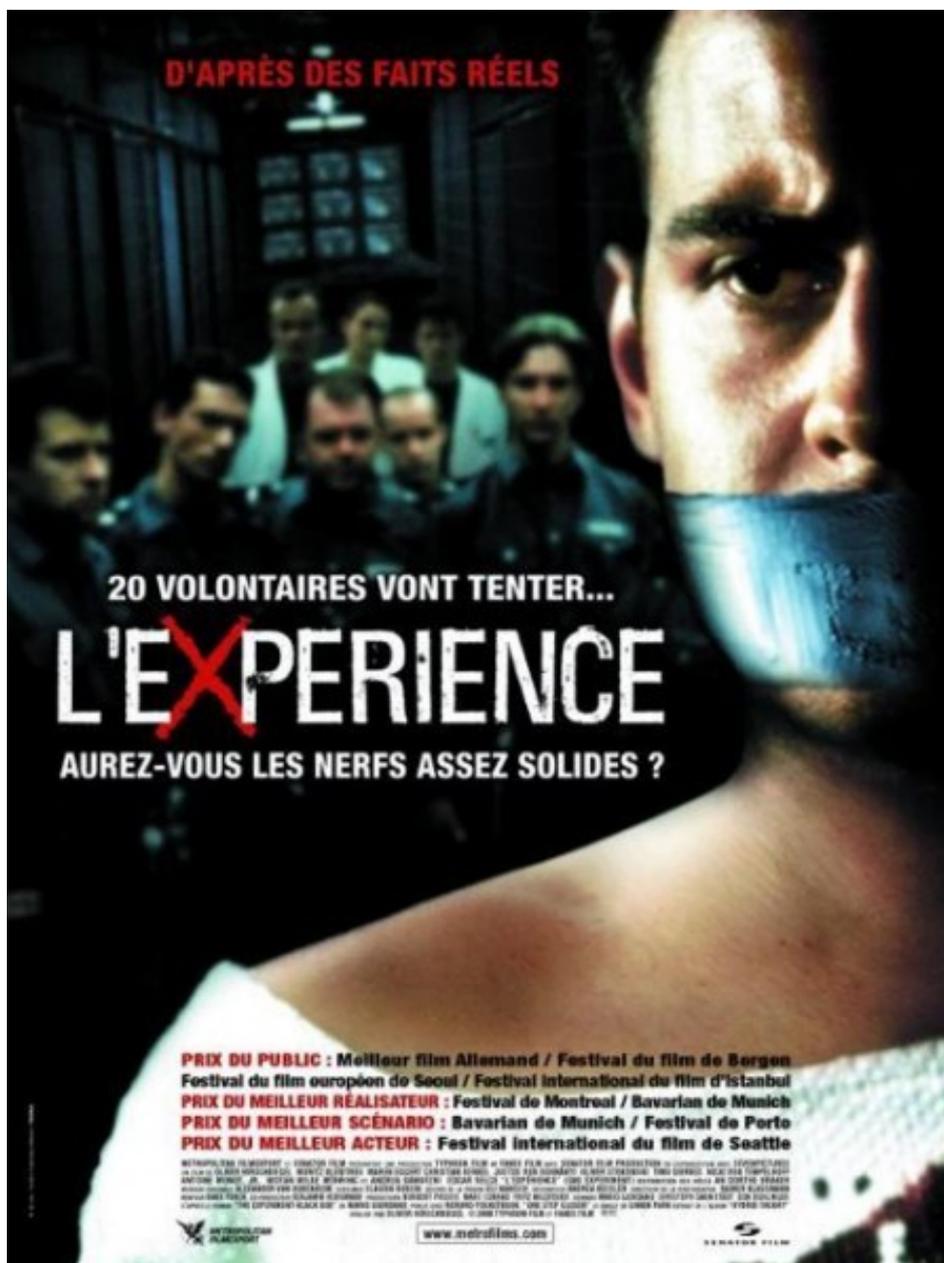


# Ciné-débat

## Vendredi 6 novembre

### Amphi C1 à 10h00

Dans le cadre de la semaine de résistance contre la mort lente, les longues peines et les quartiers d'isolement, l'AGEN (Association Générale des Etudiants de Nanterre) vous convie à un film-débat



Afin d'étudier scientifiquement le comportement humain dans des conditions carcérales, le professeur Thon enferme vingt volontaires, des hommes ordinaires, principalement issus de la classe moyenne, dans un quartier de détention. Huit d'entre eux sont désignés pour être les "gardiens", les douze autres étant les "prisonniers". La règle est simple : comme dans une vraie prison, les détenus doivent obéir aux gardiens qui sont chargés de faire régner l'ordre. Progressivement, la situation se détériore, la frontière entre l'expérience et la réalité devient de plus en plus floue. Ce film est inspiré de l'expérience, devenue classique en psychologie sociale, menée par le professeur Philip Zimbardo en août 1971, à l'Université de Stanford, aux Etats-Unis. Film interdit aux moins de 16 ans lors de sa sortie en salle.

**Vendredi 6 novembre**

**Amphi C1 à 12h00**

**DEBAT sur la fonction de la prison sous le capitalisme**

Avec **Gwenola Ricordeau**, sociologue, auteur de « Les détenus et leur proche » et un membre du Collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah

***De la peine de mort aux peines jusqu'à la mort***

“On ne peut juger du degré d'une civilisation qu'en visitant ses prisons” disait Dostoïevski en fin connaisseur.

Les prisons françaises défrayent de plus en plus la chronique. D'un côté, on évoque leur surpopulation carcérale puis on égrène, sans toutefois réagir, les dizaines de suicides et les morts suspectes en détention. De l'autre côté, le pouvoir construit de nouvelles prisons et déroule un flot continu de lois punitives. Avec un élargissement de la définition des cibles, sous couvert de lutte contre la délinquance sociale et/ou du terrorisme. Sous une apparence démocratique de velours se cache une réalité de fer.

Rarement, cependant, on ne pose les termes du débat en profondeur, c'est-à-dire en s'interrogeant sur la logique sociale à l'œuvre et sur les conséquences de la prison. Quel est le rôle de la prison dans une société inégalitaire ? Si la justice est la même pour tous pourquoi 90% des détenus sont-ils pauvres, et/ou chômeurs souvent enfants d'immigrés ? Où mène la politique du « tout répressif » ? Quel est le rôle de la prison contre ceux qui refusent l'ordre bourgeois dominant ? Qui connaît le sort des prisonniers politiques en France ? Qui sait que Georges Ibrahim Abdallah, par exemple, libérable depuis 10 ans, est détenu en France depuis 25 ans ? La Direction de la surveillance du territoire le définissant comme une menace de l'ordre colonial car il est une « *personnalité emblématique de la lutte antisioniste* ».

« *En 1789, la République considérait qu'une peine de plus de dix ans d'emprisonnement était un châtement plus cruel que la mort* », rappelle un communiqué de l'ARPPPI (<http://arppi.info>), association de proches de détenus. Aujourd'hui, en France, les longues peines ne sont-elles pas des peines de mort lente ? « *En 1981, les socialistes n'ont pas aboli la peine de mort, mais juste supprimé la guillotine, et ils ont remplacé la peine de mort par l'enfermement jusqu'à la mort* », témoignent des prisonniers de la centrale de Lannemezan.

A l'heure où les mouvements sociaux sont criminalisés, Il faut jeter un pont entre les luttes et caractériser la racine commune de l'oppression. D'ailleurs, en matière de répression, la méthode des classes dominantes semble entendue : diffuser la peur et instrumentaliser le trop fameux « sentiment

**Samedi 7 novembre**

**14h à Paris  
Bastille**

**Marche pour la  
suppression des longues  
peines, des mitards et des  
quartiers d'isolement**

